

GUIDE D'APPLICATION



STRMTG

SERVICE TECHNIQUE DES REMONTÉES MÉCANIQUES ET DES TRANSPORTS GUIDÉS

REMONTÉES MÉCANIQUES

RM-SGS2

SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ

CONTRÔLE PÉRIODIQUE DU SGS POUR LES
EXPLOITANTS DE REMONTÉES MÉCANIQUES
EN ZONE DE MONTAGNE



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Version 2 du 16 mars 2021

Objet – Domaine d'application – Destinataires

L'article R 342-12 du code du tourisme modifié par le décret n°2016-29 du 19 janvier 2016 *relatif à la sécurité des remontées mécaniques et tapis roulants en zone de montagne* introduit le système de gestion de la sécurité des remontées mécaniques à mettre en œuvre par les exploitants de remontées mécaniques et de tapis roulants en zone de montagne :

- avant le 1er octobre 2017 pour les exploitations comportant au moins un téléphérique ou un chemin de fer funiculaire ou à crémaillère ;
- avant le 1er octobre 2019 pour les autres exploitations.

Le présent guide d'application explicite les modalités de mise en œuvre du contrôle périodique des systèmes de gestion prévu à l'article R. 342-12-2 du code du tourisme.

Il donne les informations qui permettent aux professionnels ayant recours à ce contrôle périodique de le préparer, le mettre en œuvre et le suivre.

Il est destiné à l'ensemble des acteurs professionnels du secteur des remontées mécaniques en zone de montagne et plus particulièrement aux exploitants de remontées mécaniques et de tapis roulants de stations de montagne ainsi qu'aux organismes et auditeurs chargés de réaliser les contrôles périodiques.

Les dispositions du présent guide visent à expliciter et décliner la réglementation de sécurité applicable ; elles formalisent les attentes concertées du STRMTG et de la profession, offrant ainsi un cadre destiné à faciliter le travail des professionnels. Elles ne présentent pas un caractère réglementaire mais leur respect permet cependant de présumer de la conformité aux exigences réglementaires et/ou de la pertinence de la démarche adoptée.

Références réglementaires :

Décret n°2016-29 du 19 janvier 2016 relatif à la sécurité des remontées mécaniques et notamment l'article R.342-12 du code du tourisme.

Arrêté du 12 avril 2016 relatif au système de gestion de la sécurité prévu à l'article R.342-12 du code du tourisme.

Historique des mises à jour

N° version	Rédacteur	Date	Nature de la version
1	Gaëtan RIOULT	08/12/2016	Création du guide d'application
2	Elyan FEROU	16/03/2021	Révision sur la base des premiers retours d'expériences sur le contrôle périodique du SGS et ajout d'une expérimentation de cycles triannuels de contrôle

RÉDACTEUR	VÉRIFICATEURS		APPROBATEUR
Elyan FEROU Chargé d'affaires qualité et audit	Lucie ROUX Adjointe au directeur	Christophe SION Adjoint au directeur Chef du DAOT	Daniel PFEIFFER Directeur
<i>Signé</i>	<i>Signé</i>	<i>Signé</i>	<i>Signé</i>



Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports guidés (STRMTG)
1461 rue de la piscine
38400 St Martin d'Hères
tél. : 33 (0)4 76 63 78 78
mèl. strmtg@developpement-durable.gouv.fr
www.strmtg.developpement-durable.gouv.fr

Sommaire

Chapitre 1 - Objet et application.....	5
Chapitre 2 - Références réglementaires et documentaires.....	6
Chapitre 3 - Objectifs du contrôle périodique.....	7
Chapitre 4 - Spécificités du contrôle périodique.....	8
Art. 4.1 - Généralités.....	8
Art. 4.2 - Calendriers des contrôles périodiques.....	8
a) <i>Calendrier du contrôle initial.....</i>	<i>8</i>
b) <i>Calendrier des contrôles périodiques suivants.....</i>	<i>8</i>
c) <i>Adaptations du SGS.....</i>	<i>9</i>
d) <i>Mise en place d'une expérimentation de cycles triannuels.....</i>	<i>9</i>
Chapitre 5 - Choix des organismes ou auditeurs réalisant le contrôle périodique.....	10
Art. 5.1 - Compétence des organismes et auditeurs.....	10
Art. 5.2 - Indépendance des organismes et auditeurs.....	10
Chapitre 6 - Référentiel du contrôle périodique.....	11
Chapitre 7 - Le périmètre du contrôle périodique.....	12
Chapitre 8 - Durée de l'audit de contrôle sur site.....	13
Chapitre 9 - Organisation de l'audit de contrôle.....	14
Art. 9.1 - Préparation.....	14
Art. 9.2 - Déroulement sur site.....	15
a) <i>La réunion d'ouverture.....</i>	<i>15</i>
b) <i>L'audit proprement-dit.....</i>	<i>15</i>
c) <i>La réunion de clôture.....</i>	<i>15</i>
d) <i>Mesures d'urgence.....</i>	<i>15</i>
Chapitre 10 - Rapport de l'audit de contrôle.....	16
Chapitre 11 - Suites données au rapport d'audit de contrôle.....	18
Annexe A – Cadre expérimental de cycles triannuels pour le contrôle des SGS.....	19
Annexe – Élaboration du guide.....	21

Chapitre 1 - Objet et application

Le présent guide s'adresse à tous les professionnels concernés par le contrôle périodique des Systèmes de Gestion de la Sécurité (SGS) prévu par l'article R.342-12-1 du code du tourisme.

Il concerne en particulier :

- les exploitants de remontées mécaniques et de tapis roulants ayant choisi de soumettre leur système de Gestion de la Sécurité (SGS) au contrôle périodique (audit) défini par le décret n° 2016-29 du 19 janvier 2016, relatif à la sécurité des remontées mécaniques et tapis roulants en zone de montagne, et l'arrêté du 12 avril 2016, relatif au système de gestion de la sécurité prévu à l'article R 342-12 du code du tourisme.
- les organismes et personnes physiques accrédités ou agréés pour réaliser ce contrôle périodique.

Le présent guide donne des éléments de cadrage sur :

- les objectifs du contrôle périodique,
- les spécificités du contrôle périodique,
- les qualifications des organismes ou auditeurs réalisant le contrôle périodique et leur indépendance vis-à-vis des entreprises contrôlées,
- le référentiel du contrôle périodique,
- le périmètre et la durée de l'audit de contrôle,
- l'organisation de l'audit de contrôle,
- le rapport de l'audit de contrôle et les suites qui y sont données.

Chapitre 2 - Références réglementaires et documentaires

- Décret n°2016-29 du 19 janvier 2016 relatif à la sécurité des remontées mécaniques et notamment l'article R.342-12 du code du tourisme.
- Arrêté du 12 avril 2016 relatif au système de gestion de la sécurité prévu à l'article R.342-12 du code du tourisme.
- Guide RM-SGS1 « Système de gestion de la sécurité (SGS) – Contenu du SGS pour les exploitants de remontées mécaniques en zone de montagne ».

Chapitre 3 - Objectifs du contrôle périodique

Le contrôle périodique évalue l'aptitude d'un exploitant de remontées mécaniques et/ou de tapis roulants en zone de montagne à assurer la sécurité des usagers de ses installations par la mise en œuvre d'un système de gestion de la sécurité.

Le contrôle revêt la forme d'un audit et vise trois objectifs :

- 1) Vérifier que le SGS satisfait aux exigences de la réglementation ;
- 2) Vérifier que le SGS est adapté aux enjeux de sécurité de l'exploitation et de la maintenance, en particulier au regard des risques liés aux technologies d'installations exploitées, de la taille de l'exploitant et de la complexité de son organisation ;
- 3) Vérifier sa mise en application.

Le contrôle périodique permet de fournir des informations à partir desquelles l'exploitant peut agir pour améliorer ses performances en matière de sécurité des usagers des remontées mécaniques.

Chapitre 4 - Spécificités du contrôle périodique

Art. 4.1 - Généralités

Le décret du 19 janvier 2016 prévoit le recours au contrôle périodique pour les exploitants qui disposent d'un nombre de téléphériques ou de chemins de fer funiculaires ou à crémaillère supérieur à un nombre fixé par arrêté du ministre chargé des transports.

Dans la pratique, l'arrêté d'application du décret ne fixe pas de seuil, d'un commun accord entre le ministère des Transports et Domaines Skiables de France. Cela suppose qu'un nombre suffisant d'exploitants choisisse le contrôle périodique.

L'absence de seuil laisse donc la liberté à tous les exploitants de choisir leur mode de suivi, approbation préfectorale ou contrôle périodique, et elle ouvre une période d'expérimentation des deux méthodes, à l'issue de laquelle le dispositif réglementaire sera évalué et éventuellement revu.

Le recours au contrôle périodique relève donc d'un choix de l'exploitant.

Dans ce cas, il n'y a pas de procédure d'instruction ni d'approbation du SGS, mais l'exploitant transmet néanmoins au préfet (en pratique au bureau du STRMTG) une déclaration stipulant son choix de procéder au contrôle périodique de son SGS, ainsi que certains éléments obligatoires de sa documentation (cf. chapitre 4 de la partie A et chapitre 8 de la partie B du guide RM-SGS1).

Le passage d'un mode de suivi à l'autre est possible.

Art. 4.2 - Calendriers des contrôles périodiques

a) Calendrier du contrôle initial

Les trois cas suivants sont à distinguer :

Nouvel exploitant

Un nouvel exploitant fait procéder au premier contrôle de son système de gestion de la sécurité dans un délai maximum de six mois à compter de la date à laquelle il commence à exploiter ses installations.

Exploitant qui dispose déjà d'un SGS dont les orientations sont approuvées par le préfet (cas 1)

Un exploitant qui souhaiterait changer de modalité de suivi de son SGS dont les orientations sont déjà approuvées doit en informer le préfet. Il fait procéder au premier contrôle périodique de son système de gestion de la sécurité dans un délai maximum de six mois à compter de cette information (article R. 342-12-3 du code du tourisme).

Exploitant existant au 1^{er} avril 2016 qui ne disposait pas d'un SGS

Les exploitants existant au 1^{er} avril 2016 disposaient, pour procéder au premier contrôle périodique de leur SGS, d'un délai de deux ans suivant les dates auxquelles ils étaient tenus de disposer de leur SGS.

Ce contrôle devait se tenir avant le 1^{er} octobre 2019 pour les exploitations comportant au moins un téléphérique ou un funiculaire ou un train à crémaillère, et doit se tenir avant le 1^{er} octobre 2021 pour tous les autres cas.

b) Calendrier des contrôles périodiques suivants

L'exploitant organise le contrôle de son SGS par un organisme d'inspection ou un auditeur selon la périodicité suivante :

- deux ans s'il exploite au moins un téléphérique ou un funiculaire ou un train à crémaillère,
- trois ans dans les autres cas.

La référence pour le respect de la périodicité est l'année civile. Par exemple, un exploitant de téléphérique(s) ayant fait réaliser le contrôle périodique de son SGS durant l'année N devra le faire réaliser à nouveau au plus tard le 31 décembre de l'année N+2 (audit tenu dans sa totalité, y compris dans le cas d'un audit en deux fois – cf. chapitre 7 du présent guide).

L'exploitant est responsable de la bonne gestion des échéances et se doit d'anticiper le contrôle périodique de son SGS pour respecter les exigences décrites plus haut.

c) Adaptations du SGS

Article 2 de l'Arrêté du 12 avril 2016

[...]

III. – À chaque évolution significative susceptible d'avoir un impact sur son organisation, l'exploitant évalue la nécessité d'adapter son SGS et met en œuvre, le cas échéant, les procédures d'information ou d'autorisation prévues par le présent arrêté.

En particulier, en cas d'abandon ou de perte de la certification ISO 9001, pour continuer de bénéficier de la faculté de réaliser en propre les inspections pluriannuelles et les grandes inspections autres que celles de câbles, l'exploitant doit justifier que son SGS :

- formalise les procédures opérationnelles correspondantes;
- assure la traçabilité des opérations (cf. article 44 de l'arrêté du 7 août 2009).

En pratique :

- un exploitant cas 1, **souhaitant abandonner** sa certification ISO 9001 pour passer au SGS cas 2 peut continuer de réaliser ses opérations de maintenance avant le premier contrôle périodique de son SGS à condition :
 - d'informer immédiatement le bureau de contrôle du STRMTG compétent de la date d'expiration de sa certification ISO 9001 ;
 - d'informer au plus tard à cette date le bureau de contrôle du STRMTG compétent de son souhait de faire procéder au contrôle périodique de son SGS (passage au cas 2) pour couvrir ses opérations de maintenance et de faire procéder à son contrôle dans les 6 mois suivant cette information.
- un exploitant cas 1, **perdant** sa certification ISO 9001 et souhaitant passer au cas 2 pour couvrir ses opérations de maintenance doit faire procéder au premier contrôle périodique de son SGS et recevoir un avis favorable de l'auditeur concernant la réalisation en propre de celles-ci.
- un exploitant déjà soumis au contrôle périodique de son SGS (cas 2) et souhaitant abandonner sa certification ISO 9001 :
 - s'il réalisait déjà ses opérations de maintenance, peut continuer de les réaliser sous couvert de son SGS ;
 - s'il confiait ses opérations de maintenance à une tierce partie, peut les réaliser sous couvert de son SGS à condition qu'il prévoie la formalisation des procédures opérationnelles correspondantes et la traçabilité des opérations (cf. article 44 de l'arrêté du 7 août 2009).

d) Mise en place d'une expérimentation de cycles triannuels

Une expérimentation de contrôle en cycles triannuels permettant d'une part de lisser l'activité de contrôle périodique et d'autre part de faire varier le niveau d'approfondissement des 8 thématiques du SGS est mise en place sur la base du volontariat.

Cette expérimentation est cadrée par un document, annexé à ce guide, intitulé « Cadre expérimental de cycles triannuels pour le contrôle des SGS ». Il décrit notamment la démarche à entreprendre par un exploitant souhaitant faire réaliser le contrôle de son SGS suivant cette modalité.

Chapitre 5 - Choix des organismes ou auditeurs réalisant le contrôle périodique

Les organismes ou auditeurs chargés de contrôler les systèmes de gestion de la sécurité sont accrédités ou agréés sur la base de leur compétence et choisis par les exploitants en fonction de leur indépendance.

Art. 5.1 - Compétence des organismes et auditeurs

Pour exercer leur mission de contrôle périodique, organismes et auditeurs doivent disposer d'une accréditation délivrée par le COFRAC ou d'un agrément délivré par le STRMTG, notamment sur la base d'une évaluation de la compétence des dirigeants responsables. Pour ce faire, leur compétence est appréciée selon les critères suivants :

- Connaissance détaillée de l'exploitation/maintenance des remontées mécaniques et des tapis roulants (connaissance technique, connaissance des risques, mais aussi expérience des problématiques d'organisation, gestion des équipes, gestion des compétences...) acquise au travers d'une activité opérationnelle significative ;
- Maîtrise des techniques d'audit.

Il appartient aux dirigeants responsables de définir les modalités de qualification de leurs collaborateurs.

Art. 5.2 - Indépendance des organismes et auditeurs

Les organismes et auditeurs doivent disposer d'une indépendance fonctionnelle, hiérarchique et financière vis-à-vis des structures qu'ils auditent.

Le STRMTG peut être préalablement consulté en cas de doute sur ces notions d'indépendance et d'impartialité.

Quelques exemples pour illustrer ces notions :

- Les organismes et auditeurs ne doivent pas pouvoir subir de pression hiérarchique de la part des structures les missionnant pour réaliser le contrôle périodique.
- Un auditeur ou membre d'un organisme d'inspection ne peut réaliser de contrôle périodique pour le compte d'une structure sur laquelle il dispose d'une influence ou d'un rôle opérationnel ou hiérarchique. Un chef d'exploitation ou un directeur d'exploitation ne peut réaliser de contrôle pour le compte de sa propre structure.
- Les entités d'un même groupe qui partageraient la même organisation de l'exploitation et la maintenance ne peuvent pas être considérées comme indépendantes.
- En revanche, au sein d'un même groupe professionnel, le directeur d'une exploitation donnée pourrait être missionné par un de ses confrères pour contrôler une autre exploitation du même groupe à condition que chacune des exploitations soit dotée de ses propres règles d'exploitation et de maintenance (SGS distincts).
- Un organisme d'inspection ou un auditeur dont le chiffre d'affaires ou les revenus repose pour une part significative sur d'autres prestations réalisées pour un exploitant (par exemple missions de consultant) ne peut pas auditer le SGS de cet exploitant.

Chapitre 6 - Référentiel du contrôle périodique

En plus du référentiel spécifique aux SGS cité au chapitre 2 du présent guide, le référentiel du contrôle périodique inclut la réglementation et les guides techniques du STRMTG applicables à l'exploitation et à la maintenance des différents types d'installation.

Sur un plan pratique, il faut considérer les versions en vigueur des textes suivants :

- Arrêté du 7 août 2009 pour les téléphériques,
- Arrêté du 9 août 2011 pour les téléskis,
- Arrêté du 29 septembre 2010 pour les tapis roulants,
- Guide STRMTG RM1 pour les téléportés,
- Guide STRMTG RM3 pour les téléskis,
- Guide STRMTG RM5 pour les funiculaires,
- Guide STRMTG « tapis roulants de stations de montagne »,
- Guide STRMTG RM6 pour les trains à crémaillère.

Chapitre 7 - Le périmètre du contrôle périodique

L'audit de contrôle périodique doit porter systématiquement sur l'exploitation et la maintenance des remontées mécaniques et plus précisément sur les huit thématiques décrites par la réglementation. Dans la mesure du possible, l'évaluation de ces thématiques prend en compte l'ensemble des technologies d'installations présentes au sein de l'exploitation.

En particulier, lorsqu'un exploitant qui n'est pas certifié par une tierce partie selon la norme ISO 9001 souhaite réaliser en propre ses inspections pluriannuelles et grandes inspections sous couvert de son SGS, l'audit de contrôle périodique doit permettre de vérifier que le SGS formalise les procédures opérationnelles correspondantes et assure la traçabilité des opérations (cf. Article 44 de l'arrêté du 07 août 2009).

Pour un exploitant de téléphériques, funiculaires ou trains à crémaillère, l'audit doit être réalisé sur une période de deux ans. Pour un exploitant de téléskis et/ou de tapis roulants uniquement, sur une période de trois ans.

Sur cette période, l'audit peut être réalisé en deux fois si nécessaire, afin de privilégier le moment le plus favorable pour auditer certaines activités. Dans ce cas, dans les deux mois suivant la première partie de l'audit, un rapport d'étape est transmis à l'exploitant. Ensuite, le rapport final synthétisant les différentes sous-parties de l'audit est transmis au terme de l'audit, dans le respect de l'échéance réglementaire calculée sur la base du dernier jour sur site (cf. chapitre 4 du présent guide). Le rapport final doit notamment faire apparaître les constats qui auraient été levés par l'auditeur suite aux apports de l'exploitant entre les deux parties de l'audit.

En cas d'exploitation multi-sites (cf. définition ci-après), l'audit doit s'intéresser à chacun des sites en fonction des spécificités de leurs activités et organisations respectives.

La mise en application du SGS doit être vérifiée sur l'ensemble des sites sur deux audits consécutifs au maximum.

Définition : une exploitation multi-sites est une exploitation partageant un même SGS, découpée en plusieurs zones géographiques.

Chapitre 8 - Durée de l'audit de contrôle sur site

La durée de l'audit de contrôle périodique dépend des facteurs qui caractérisent l'entreprise d'exploitation et la complexité de son organisation :

- Moment de puissance des installations de l'entreprise (produit du débit (p/h) par la dénivelée (m) divisé par 1000) ;
- Nombre de sites de l'entreprise d'exploitation ;
- Nombre de technologies d'installations exploitées ;
- Part de la sous-traitance de la maintenance et couverture ou non des opérations par le SGS (cf. Article 44 de l'arrêté du 07 août 2009), notamment pour le premier contrôle périodique.

Le graphique ci-dessous donne la durée d'audit optimale en fonction de la taille et de la complexité de l'entreprise.

Taille de l'entreprise	Grande et très grande entreprise Organisation simple		Grande et très grande entreprise Organisation complexe
	3 jours d'audit		4 jours d'audit
	Entreprise moyenne Organisation simple	Entreprise moyenne Organisation complexe	
	2 jours d'audit	3 jours d'audit	
	Entreprise petite Organisation simple	Entreprise petite Exploitant un téléphérique ou un funiculaire ou un train à crémaillère	
	1 jour d'audit	1,5 jour d'audit	
	Organisation simple		Organisation complexe

La définition du nombre de jours d'audit à retenir doit être faite par l'organisme de contrôle en bonne intelligence avec l'entreprise. L'évaluation de la taille de l'entreprise et de la complexité de son organisation prend en compte les facteurs précités. Elle peut, le cas échéant, intégrer des facteurs supplémentaires qui permettent de mieux définir la réalité de la situation d'une entreprise.

Concernant la taille d'une entreprise, elle est définie en fonction du moment de puissance :

- Petite entreprise : moment de puissance inférieur à 2 500 km.p/h
- Moyenne entreprise : moment de puissance compris entre 2 500 et 6 000 km.p/h
- Grande et très grande entreprise : moment de puissance supérieur à 6 000 km.p/h

Concernant la complexité de l'organisation, elle doit notamment prendre en compte le nombre de technologies exploitées par l'entreprise. Les technologies rencontrées peuvent être découpées de la façon suivante :

- Tapis roulants et téléskis (y compris câble bas et fils neige à corde) ;
- Téléphériques monocâble à attaches fixes et téléportés monocâble à attaches débrayables ;
- Téléphériques bicâble, funiculaires, trains à crémaillère et autres engins divers.

Le temps de préparation et de rédaction du rapport ne sont pas pris en compte dans ces durées.

Chapitre 9 - Organisation de l'audit de contrôle

L'organisation de l'audit de contrôle peut s'inspirer de la norme EN ISO 19011 « Lignes directrices pour l'audit des systèmes de management de la qualité et/ou de management environnemental ».

Le processus de réalisation des audits est décrit dans le présent chapitre.

Art. 9.1 - Préparation

Afin de permettre à l'auditeur d'appréhender a priori la conformité du SGS à la réglementation et son adéquation aux enjeux de sécurité, l'exploitant doit lui fournir les documents suivants dans un délai d'un mois avant la réalisation de l'audit :

- Document de structure ;
- Liste exhaustive des documents établis par l'exploitant dans le cadre de son SGS ;

Et lorsqu'ils existent :

- Rapports d'audits précédents (a minima les deux derniers rapports lorsqu'ils existent) ;
- Réponse au rapport d'audit précédent et échéancier des mesures transmis par l'exploitant au STRMTG.

L'auditeur peut demander à l'exploitant de lui fournir tout document figurant dans la liste des documents établis dans le cadre de son SGS.

Le programme d'audit est défini en concertation entre l'auditeur et l'exploitant, préalablement à la réalisation de l'audit, à partir des documents fournis par l'exploitant.

Le programme d'audit contient a minima les informations suivantes :

- le contexte de la mission (historique des contrôles périodiques réalisés) ;
- l'identification et les limites de la mission,
- l'identification du référentiel d'audit ;
- l'identification du ou des auditeurs mandatés ;
- le planning détaillé de la ou des journées d'audit intégrant les horaires, les personnes dont la présence est souhaitée, une réunion d'ouverture et une réunion de clôture ;
- les livrables de la mission.

Le programme d'audit peut être mis à jour en tant que de besoin pendant le déroulement de la prestation.

Art. 9.2 - Déroulement sur site

L'audit se déroule en trois phases :

a) La réunion d'ouverture

Cette réunion, qui doit être courte, est réalisée, en présence de la direction, et si possible avec l'ensemble des personnes auditées.

b) L'audit proprement-dit

L'audit doit prévoir un mix entre audit « en salle » et audit « terrain », afin de vérifier la conformité du SGS à la réglementation, son adéquation aux enjeux de sécurité et sa mise en application opérationnelle.

Le ou les auditeurs peuvent procéder à des vérifications par échantillonnage, mais doivent adapter l'approfondissement de leur évaluation en fonction de la criticité des informations communiquées par l'exploitant et des constats réalisés sur place.

Conformité à la réglementation

L'audit doit vérifier d'une part la conformité du SGS à sa réglementation spécifique (cf. §2) et d'autre part que le SGS permet de répondre à la réglementation technique applicable aux différents appareils (cf. §6).

Adéquation du SGS aux enjeux de sécurité

L'audit doit permettre de vérifier que le SGS mis en place répond aux exigences décrites dans le guide RM-SGS1 de façon adaptée au regard des risques liés aux technologies d'installations exploitées, à la taille de l'exploitant et la complexité de son organisation.

Application du SGS

L'audit doit vérifier la mise en œuvre effective des règles et méthodes prévues par le SGS, en particulier concernant la traçabilité, les processus de vérification et de validation, la réalisation par un personnel compétent. Lorsque l'exploitant bénéficie sous couvert de son SGS des dispositions normalement prévues pour les exploitants ISO 9001 (par exemple réalisation des inspections pluri-annuelles ou des grandes inspections de ses téléphériques), l'évaluation du SGS doit en tenir compte (évaluation des modes opératoires correspondants, compétences des personnels affectés à ces opérations, traçabilité...).

c) La réunion de clôture

La réunion de clôture est réalisée avec, a minima, la direction et les représentants des activités auditées. Elle doit se tenir en fin d'audit. L'auditeur doit présenter à cette occasion un état des non-conformités et des pistes d'amélioration issues de l'audit.

d) Mesures d'urgence

Lorsque l'auditeur constate en cours d'audit un manquement grave à la réglementation ou un risque grave pour la sécurité, il en avise immédiatement le service de contrôle (bureau local du STRMTG).

Chapitre 10 - Rapport de l'audit de contrôle

Le rapport de l'audit décrit au chapitre précédent est le rapport de contrôle prévu par la réglementation.

Ce rapport est un document écrit, transmis par l'auditeur à l'exploitant et au service de contrôle. Il doit être clair, concis, factuel. Il doit statuer sur la conformité du SGS à la réglementation, son adéquation aux enjeux de sécurité et sa mise en application opérationnelle.

Le rapport n'a pas pour objectif de porter de jugement sur des personnes.

Les observations formulées par l'auditeur sont exprimées sous la forme soit d'une non-conformité, soit d'une piste d'amélioration, selon les définitions ci-après. Elles sont nécessairement orientées vers la sécurité des usagers des remontées mécaniques. Il est également utile de mettre en évidence dans le rapport les points forts de l'organisation contribuant à l'efficacité du SGS, de façon à valoriser et capitaliser les forces de l'entreprise.

Article R. 342-12-4 du Code du tourisme (décret n°2016-29 du 19 janvier 2016)

Chaque contrôle donne lieu à un rapport indiquant les non-conformités constatées et les améliorations souhaitables, qui est transmis par son auteur à l'exploitant et au préfet dans les deux mois suivant le contrôle.

Dans les deux mois suivant sa réception, l'exploitant informe le préfet des dispositions prises pour garantir le respect de l'objectif de sécurité mentionné au premier alinéa de l'article R. 342-12.

Si l'exploitant ne fait pas réaliser le contrôle périodique dans les délais prévus, le préfet peut mettre en œuvre les mesures prévues au IV de l'article L. 342-17.

Non-conformité

Il existe deux possibilités :

- 1) Non-conformité réglementaire : il s'agit d'une exigence du référentiel qui n'est pas satisfaite (cf. chapitre 6). Par exemple : thématique non traitée, absence de document, etc. Les non-conformités réglementaires doivent être rattachées au référentiel (références à la réglementation ou au guide et à l'article concernés).
- 2) Non-conformité d'application : il s'agit d'une inadéquation manifeste entre l'organisation définie par l'exploitant et son application. Par exemple : thématique traitée dans le SGS, mais mise en application de manière incorrecte. Si possible, les non-conformités d'application doivent être rattachées au(x) document(s) du SGS concerné(s).

Piste d'amélioration

Il s'agit d'une proposition d'optimisation ou d'amélioration du SGS et de sa mise en œuvre.

Les pistes d'amélioration formulées par l'auditeur sont exprimées en termes d'objectifs et non pas de moyens.

Là encore, il existe deux possibilités :

- 1) Point sensible : disposition conforme mais qui pourrait à court ou moyen terme conduire à une non-conformité, sur laquelle une réponse de l'exploitant est attendue.
- 2) Piste de progrès : suggestion sur laquelle l'exploitant peut progresser pour améliorer son système de gestion de la sécurité, à laquelle l'exploitant n'est pas tenu de répondre.

Lorsque l'audit est réalisé de manière fractionnée, l'auditeur transmet un rapport d'étape à l'exploitant après chaque intervention sur site, puis un rapport final de synthèse à l'issue de la dernière intervention, dans un délai de deux mois (cf. chapitre 7 du présent guide). Ce rapport de synthèse est transmis simultanément au STRMTG par l'auditeur.

Le cas échéant, l'auditeur doit se prononcer explicitement, dans la conclusion du rapport de synthèse, sur la capacité de l'exploitant à réaliser en propre ses inspections pluriannuelles et grandes inspections sous couvert de son SGS, selon les exigences du II de l'article 44 de l'arrêté du 07 août 2009 (cf. chapitre 7).

Chapitre 11 - Suites données au rapport d'audit de contrôle

L'exploitant définit les suites qu'il entend donner aux non-conformités ainsi que leur calendrier de mise en œuvre. Il en informe le service de contrôle (bureau local du STRMTG) dans un délai de deux mois suivant la réception du rapport de contrôle. De la même manière, l'exploitant informe le service de contrôle (bureau local du STRMTG) des suites qu'il entend donner aux éventuelles pistes d'amélioration dans un délai de deux mois suivant la réception du rapport de contrôle.

Le cas échéant, le service de contrôle fait part de ses observations à l'exploitant concernant les suites données aux constats, dans un délai de deux mois suivant la réception de cette information.

L'auditeur réalisant le contrôle périodique suivant dispose d'un accès aux réponses aux non-conformités et pistes d'amélioration apportées par l'exploitant et validées par le bureau de contrôle du STRMTG.

Annexe A – Cadre expérimental de cycles triannuels pour le contrôle des SGS

Objet

Ce document, annexé au guide RM-SGS 2 (version 2 du 16/03/2021), fournit un cadre à l'expérimentation du contrôle périodique des SGS en cycles pluriannuels, sur la base du volontariat des exploitants et soumise à la validation du STRMTG.

1 – Durée du cycle

La durée du cycle proposée aux exploitants est de 3 ans (3 années civiles). Il comprend 3 audits distincts, le premier étant sensiblement plus approfondi sur l'ensemble des thématiques abordées par le SGS.

Les 3 audits sont réalisés périodiquement sur la durée du cycle (chaque année).

2 – « Contractualisation »

L'exploitant souhaitant mettre en place le contrôle périodique de son SGS selon la modalité expérimentale en cycle triannuel décrite dans ce document doit informer le service de contrôle (bureau local du STRMTG) de sa démarche.

Ce dernier informe dans les deux mois l'exploitant de son approbation ou de son refus de voir l'exploitant adopter cette modalité.

Une fois l'accord du STRMTG obtenu par l'exploitant, celui-ci peut se tourner vers un organisme d'inspection agréé ou accrédité ou un auditeur agréé pour définir les modalités de ce cycle de contrôle, conformément au présent document.

L'exploitant informe le bureau local du STRMTG des modalités du contrôle convenues avec l'OISGS (notamment dates du cycle, durée des audits).

La mise en place du contrôle périodique effectué sur un cycle triannuel implique l'engagement bilatéral de l'exploitant et de l'OISGS. Le changement d'OISGS au cours d'un cycle n'est pas possible pour l'exploitant ; il impose à l'exploitant de revenir à une modalité de contrôle « classique » (tel que défini par le guide RM-SGS2) et de faire réaliser le contrôle de son SGS dans un délai d'un an à compter de la date du dernier audit du cycle interrompu.

3 – Périmètre d'un audit de contrôle sur site

Le premier audit de chaque cycle doit, conformément au guide RM-SGS 2, porter sur l'ensemble des 8 thématiques du SGS. Chacune des 8 thématiques devra ensuite être couverte sur au moins l'un des 2 audits complétant le cycle.

L'auditeur peut explicitement approfondir certaines thématiques ou activités « métier » selon les audits. Pour chaque audit, le rapport doit impérativement faire apparaître les thématiques abordées avec plus ou moins de profondeur ou non traitées. De plus, le rapport du dernier audit du cycle comportera un rappel des thématiques ayant été approfondies au cours de ce cycle.

Dans le cas d'une exploitation multi-sites (définition au chapitre 7 du guide RM-SGS2), l'ensemble des sites doivent être visités physiquement au cours du cycle de contrôle périodique.

4 – Durée d'un audit de contrôle sur site

Les critères entrant dans le calcul du temps passé sur site sont les mêmes que ceux décrits dans le guide RM-SGS 2. Le temps d'audit est éclaté sur la durée du cycle, mais l'audit initial est plus englobant et balaye l'ensemble des thématiques du SGS.

Taille de l'entreprise	Grande et très grande entreprise Organisation simple 3+1+1 jours d'audit	Grande et très grande entreprise Organisation complexe 3+2+2 jours d'audit
	Entreprise moyenne Organisation simple 2+1+1 jours d'audit	Entreprise moyenne Organisation complexe 3+1+1 jours d'audit
	Entreprise petite Organisation simple 1+1+1 jours d'audit	Entreprise petite Exploitant un téléphérique ou un funiculaire ou un train à crémaillère 1,5+1+1 jours d'audit
	Organisation simple	Organisation complexe

Exemple pour une grande station (auditée sur 4 jours tous les deux ans dans la disposition prévue par le guide RM-SGS2) : proposer sur un cycle de 3 ans un audit initial de 3 jours puis deux audits de 2 jours au cours des deux années successives suivantes.

La durée d'un audit sur site ne pourra jamais être inférieure à une journée.

5 – Organisation d'un audit

L'organisation de l'audit est identique à celle décrite au chapitre 9 du guide RM-SGS2.

6 – Rapport de l'audit de contrôle et transmission au STRMTG

Chaque rapport d'audit doit être transmis par l'auditeur à l'exploitant et au service de contrôle. Il s'agit d'un rapport de contrôle identique à celui prévu par la réglementation et décrit au chapitre 10 du guide RM-SGS 2. Dans le cas d'un audit réalisé en plusieurs parties, il ne peut s'agir que du rapport définitif.

Les suites données au rapport de chacun des audits sont les mêmes que celles définies au chapitre 11 du guide RM-SGS2.

L'exploitant dispose de 2 mois pour informer le bureau local du STRMTG des dispositions qu'il souhaite entreprendre pour répondre aux non-conformités et des réponses apportées aux pistes d'amélioration.

Annexe – Élaboration du guide

Conformément au décret n° 2010-1580 du 17 décembre 2010, portant création du service technique des remontées mécaniques et des transports guidés, le STRMTG est chargé de produire des guides et référentiels.

Le présent guide d'application a été élaboré par le groupe de travail mis en place par le STRMTG et chargé de préciser les modalités d'application de l'arrêté du 12 avril 2016 relatif au SGS prévu à l'article R.342-12 du code du tourisme.

Les associations représentatives d'exploitants (Domaines Skiables de France, Syndicat National des Moniteurs du Ski Français, Syndicat International des Moniteurs de Ski) ont participé à l'intégralité des travaux. En particulier, Domaines Skiables de France a établi des propositions détaillées pour préciser les modalités du contrôle périodique du SGS et le présent guide reprend largement les rédactions issues de ces propositions.

La commission des téléphériques, lors de sa séance du 23 novembre 2016, a émis un avis favorable à sa publication dans sa première version.

La révision de ce guide aboutissant à sa version 2 a été conduite tout au long de l'année 2020 sur la base des premiers retours d'expériences sur le contrôle périodique du SGS. Il s'agissait de procéder à de légères évolutions du dispositif à réglementation constante, sans attendre le bilan prévu à 5 ans de la réglementation.

Pilote : Mme ROUX Lucie – STRMTG – Adjointe au directeur
Secrétaire : M. FEROUX Elyan – STRMTG – Mission qualité-audit

	NOM Prénom	SOCIÉTÉ – Service
M.	ARBEZ Nicolas	STRMTG – Département Agréments Outils Tapis
M.	CHABANNE Éric	STRMTG – Bureau Sud-Est
M.	COTTET Maxime	SCPRM – Directeur
M.	MASMEJEAN Arthur	STRMTG – Département Agréments Outils Tapis
M.	PFEIFFER Daniel	STRMTG – Directeur
M.	RAUFAST Frédéric	SNTF – Auditeur habilité
M.	RIOULT Gaëtan	STRMTG – Chef du Département Installations de Transport par Câbles
M.	SION Christophe	STRMTG – Adjoint au directeur
M.	TARDIEU Robert	DSF – Chargé de mission Remontées Mécaniques / SNTF – Directeur

Ont également contribué à la relecture du guide :

	Nom Prénom	SOCIÉTÉ – Service
M.	HUDRY Guy-Aimé	SNMSF – Vice-Président
M.	KWIATKOWSKI Johann	SIMS – Président
M.	RANZONI Stéphane	SCPRM – Auditeur habilité